



**MAIRIE DE PUTEAUX** JCR

DECISION DU MAIRE N° DEM-2023-113

⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ = ⋮ =

Demande de subvention auprès  
D'Ile-de-France-Nature :  
Réaménagement des Berges de  
Seine

[illegible]

Publié le 16 MARS 2023

Le Maire de Puteaux,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22,

Vu la délibération n°6 du Conseil municipal en date du 25 mai 2020 relative à la délégation de pouvoirs au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que, dans le cadre du « Plan Vert », la Région soutient la création et l'amélioration d'espaces verts pour tous,

Considérant que le « Plan vert » étant en cours de transfert vers Ile-de-France-Nature (ex-Agence des espaces verts de la Région Île-de-France) et que la Région Ile-de-France mandate Ile-de-France Nature pour lancer un appel à manifestation d'intérêt « Retour de la Nature en ville » pour faire émerger des projets de renaturation des villes

Considérant que « Île-de-France Nature » est particulièrement attentive à l'objectif de la renaturation des villes et d'accroître les espaces sur lesquels seront créés des espaces végétalisés avec des espèces locales et variées,

Considérant que la ville de Puteaux souhaite déposer un dossier de subvention auprès « Île-de-France Nature » pour la réhabilitation et l'entretien des Berges de sein,

## DECIDE

**ARTICLE 1** : de déposer un dossier de subvention relatif au projet visant à sécuriser et stabiliser la berge par des plantations et des confortements,

**ARTICLE 2 :** de signer tout document relatif à cette subvention.

**ARTICLE 3 :** d'imputer le versement de ces subventions sur la nature comptable 13158.

**ARTICLE 4 :** la présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs et ampliation sera adressée à :

- M. le Préfet des Hauts-de-Seine
- M. le Trésorier Principal

Fait à Puteaux, le 24 février 2023

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD  
Maire de Puteaux  
Présidente du Territoire Paris Ouest  
La Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification.